



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

COMPRENDRE LE **BUDGET 2018** DE L'ÉTAT



LA MAÎTRESSE À L'OCCASION D'UNE LEÇON SUR LE BUDGET DE L'ÉTAT OUVRE UN DIALOGUE AVEC SES ÉLÈVES EN CLASSE DE 6ÈME ANNÉE.

Comprendre le Budget de l'État

Les députés viennent de voter le Budget de l'État 2018, après d'intenses jours de session de travail. Qui sait ce qu'est le budget de l'État ?

Maxime prend la parole...

Le budget de l'État, c'est une affaire entre les politiciens ; une affaire entre le gouvernement et les députés. Cela ne changera rien à notre vie. D'ailleurs, personne ne nous a consultés avant de le voter.

Le budget de l'État est l'affaire de tout le monde. Chaque pays vote avant la fin de l'année son budget qui consiste d'une part en les ressources que l'état entend mobiliser au cours d'une année et d'autre part les dépenses. Chez nous au Bénin, notre économie est essentiellement fiscale. Donc, les ressources collectées proviennent des impôts et taxes prélevés par les services de la douane, de l'administration des impôts, du trésor et de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF). Elles proviennent aussi des dons et prêts dont peut bénéficier notre pays auprès de ses partenaires au développement.

à Alfred de réagir...

Le budget constitue donc une prévision des recettes et dépenses de l'État durant une année. S'il engage ainsi l'économie d'une nation, pourquoi les acteurs socio-économiques ne sont même pas consultés avant la soumission du projet de budget au Parlement pour examen et vote? J'entendais l'un se plaindre l'autre jour de l'institution de nouveaux impôts et taxes.

La maîtresse répond :

Il y a toute une procédure qui est suivie dans l'examen et le vote du budget de l'État. Dans le processus d'examen de la Loi de Finance, l'Assemblée nationale reçoit les acteurs socio-économiques et discute avec eux de leurs observations sur le budget proposé par le Gouvernement. Ainsi la Chambre de Commerce et d'Industrie, les syndicats, les acteurs de la société civile donnent leur avis sur le budget. Et c'est de tout cela dont les députés tiennent compte lors de l'examen du budget pour apporter leurs amendements. L'Assemblée nationale, par le vote de la loi de finances, lui en donne le quitus tout en évitant que les taxes et impôts étouffent les opérateurs économiques, mais constituent leur manière de participer à la vie nationale. Il importe de souligner qu'en amont du processus de l'examen du vote du budget de l'État au parlement, le gouvernement associe les différentes couches socio-économiques aux débats sur l'orientation du budget.

Jean :

Le budget de l'Etat se chiffre toujours en des milliards des chiffres impressionnants. Mais il fait la part belle aux hommes politiques.

Non. Ce n'est pas vrai. Les charges de l'État sont effectivement énormes. Mais ce ne sont pas des dépenses au profit des hommes politiques. Le budget, en effet, intègre les dépenses de l'État, le remboursement des dettes contractées dans le cadre de la mise en œuvre des différents projets, le salaire des fonctionnaires en activité et à la retraite, le fonctionnement des services publics mais aussi et surtout, les appuis financiers aux administrations publiques, les réalisations d'infrastructures socio-économiques. Pour être plus précis, le budget 2018 consacre :

- Plus de 375 milliards aux salaires des fonctionnaires comprenant les salaires de plus de 8000 agents qui seront nouvellement recrutés, principalement dans le secteur de l'éducation et de la santé ;

- 93,9 milliards pour les pensions et les allocations d'études.

- Environ 500 milliards pour les investissements directement exécutés par l'État, prioritairement dans : l'énergie, l'eau dans les localités défavorisées, le démarrage de la construction des salles de jeux et d'animation et de stades omnisports dans 21 communes, le lancement de la première phase du programme de construction de logements sociaux pour les faibles et moyennes classes, l'assainissement dans 26 villes du pays à travers le "projet asphal-tage" appuyé par le programme Ville durable touchant toutes les communes, l'appui à la décentralisation...

Armelle :

Moi j'ai appris que la loi de finances de cette année est de 1862 milliards de FCFA contre 2010 milliards de FCFA en 2017. Il y a à mon avis quelque chose d'incompréhensible.

Pourquoi le budget baisse pendant que les besoins des populations ne cessent d'accroître ? Ceux qui accusent le budget voté de ne pas contenir assez de mesures sociales, notamment en faveur des couches les plus faibles de la société ont certainement raison.

La maîtresse :

Les mesures sociales ne manquent pas dans le budget. Il contient de grandes œuvres d'infrastructures, mais aussi des investissements qui intègrent les couches vulnérables. En termes d'investissement, nous avons la construction de routes, d'écoles, de centres de santé, de réseaux électriques et d'eau. Des allocations ou si vous voulez, des ressources financières sont octroyées aux ménages sous forme de subvention du prix du pétrole lampant, de l'électricité, de la gratuité des frais de scolarité, de la lutte contre le paludisme pour les enfants d'au plus 5 ans, de la césarienne, des soins contre la drépanocytose, de la cantine pour les enfants dans les écoles publiques ...

Il y a aussi les allocations aux étudiants, les salaires des fonctionnaires, les pensions de retraites, le remboursement des dettes contractées auprès des partenaires financiers, le fonctionnement des services publics, l'appui aux communes, l'accompagnement financier des exploitants agricoles à travers un nouvel instrument appelé « FNDA », l'octroi d'un paquet minimum de soins, le renforcement des crédits de microfinances...

Avec tout ce qu'on a dit est ce qu'il y a encore des questions ?

Je comprends un peu plus maintenant certains propos tenus hier quand on était en famille pour faire le bilan de l'année passée. Mon grand frère étudiant Tohodé indiquait qu'il soulagerait nos parents parce que le budget 2018 voté a prévu le paiement des arriérés d'allocations universitaires. Ma tante Hortense, infirmière à la maternité de Logozone quant à elle, disait que le Trésor public lui devait près de 2 millions d'arriérés salariaux et se réjouissait que le versement soit programmé dans le budget 2018, d'après les informations qu'elle avait reçues.

Oui c'est vrai, ces choses sont prévues dans le budget. Il y a d'autres choses comme les rappels de pension, les réhabilitations de routes, les forages de puits, les microcrédits aux femmes, les subventions de l'État aux écoles et la protection des enfants...

Mais comment on fait pour être sûr que le gouvernement fait tout ce qu'il a promis dans le budget ?

Au cours de l'année, les députés ont la possibilité de demander des explications au gouvernement sur sa politique de façon globale et sur l'exécution du budget. Mieux, à la fin de l'année, le gouvernement doit présenter les comptes, présenter ses réalisations puis, les députés analysent la manière dont le budget a été exécuté. Cela se traduit par le vote de la loi de règlement.

S'il n'y a plus de questions, chers élèves, retenez qu'il y a plusieurs mesures contenues dans le budget 2018 en vue d'assurer progressivement le développement socio-économique de notre cher et beau pays le Bénin. Parallèlement à tout ça, le gouvernement va solliciter directement des personnes morales ou physiques ayant des moyens conséquents, des ressources afin de financer d'autres projets d'investissements d'importance majeure qui ne sont pas contenus dans le budget. Dans le langage financier, on parle de PPP (Partenariat Public Privé. C'est à dire, association Gouvernement et secteur privé pour réaliser des infrastructures au profit des populations). C'est le cas par exemple de l'aéroport de Glodjigbé qui sera construit et pour lequel, en 2018, le gouvernement va lever plus de taxes sur les voyageurs en classe affaires pour jouer sa partition dans la construction dudit aéroport.

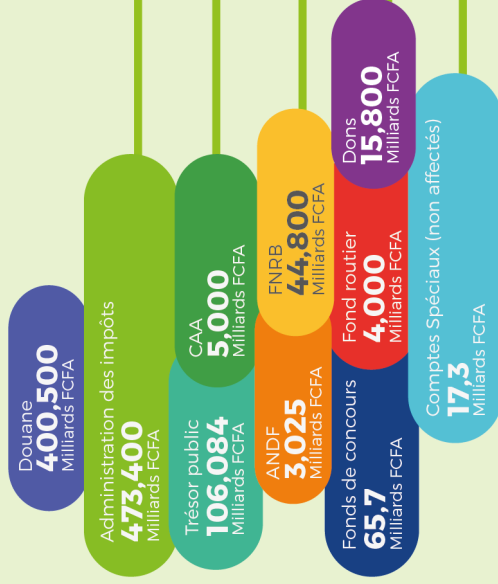
Nous devons dans une solidarité agissante, accompagner le gouvernement dans ces nobles ambitions tout en maintenant la veille citoyenne dans le but nous assurer de l'utilisation efficace des ressources.

C'est pourquoi je partage aussi la préoccupation de Maxime qui vise à renforcer la participation citoyenne dans le processus budgétaire, aux fins de s'assurer non seulement, de la prise en compte des besoins réels des citoyens mais aussi de l'exécution effective des interventions publiques préalablement fixées.



Les recettes budgetaires

1,135,609
Milliards FCFA



SIGLES

FNRB : Fonds National des Retraités du Bénin
ANDF : Agence Nationale du Domaine et du Foncier
CAA : Caisse Autonome d'Amortissement

Ressources de financement
727,309
Milliards FCFA

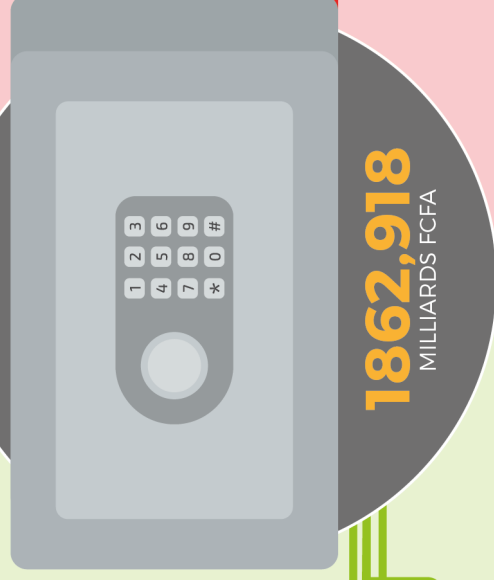


La participation citoyenne

Chaque citoyen Béninois, doit dans la solidarité agissante, accompagner le Gouvernement dans ses nobles ambitions tout en maintenant la veille citoyenne afin de s'assurer de l'exécution effective des interventions publiques préalablement fixées.

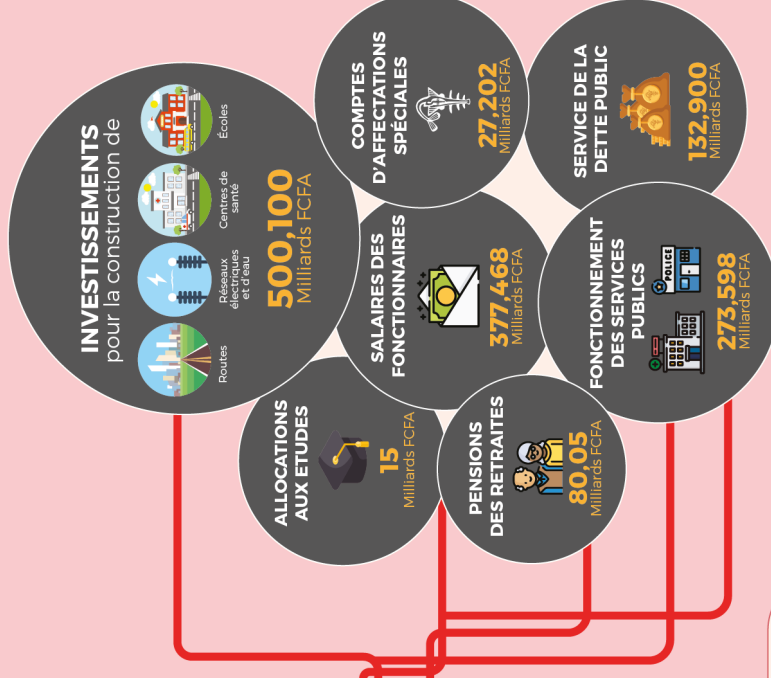
Déficit budgétaire
- 270,709
Milliards FCFA

Budget de l'Etat pour 2018



Les dépenses budgetaires

1,406,318
Milliards FCFA



Charges de Trésorerie
456,6
Milliards FCFA

DIRECTION DE PUBLICATION

Monsieur Romuald WADAGNI
Ministre de l'Economie et des Finances

Monsieur Rodrigue S. CHAOU
Directeur Général du Budget

Monsieur Pierrot SEGO
Directeur de la Préparation et du Suivi de l'Exécution de la Loi de Finances

Madame Mireille H. CODJOVI
Unité de Pilotage de l'Amélioration de la Transparence Budgétaire et de la Communication

